

LA NÉGO: TOUT LE MONDE Y GAGNE!



www.secteurpublic.info

Une dernière chance à la négo avant le recours à la médiation

Le 7 avril, les dirigeants des organisations syndicales constituant le Front commun ont choisi de donner encore quelques jours à la négociation avant de recourir à la médiation. Au plus tard le 20 avril, les organisations du Front commun qui n'auront pas d'entente sectorielle demanderont la médiation, de façon coordonnée en Front commun. D'ici là, les différents comités de négociations tenteront de relancer les pourparlers afin d'en arriver à des ententes satisfaisantes dans les meilleurs délais.

Si nous devons avoir recours à la médiation, nous mettrons tout en œuvre pour que celle-ci soit active. Bien qu'il s'agisse d'un passage obligé par la loi, nous souhaitons que la période de médiation nous permette de progresser vers des ententes négociées. En mobilisation, comme dans nos communications, nous utiliserons cette période pour continuer de bâtir notre rapport de force. De même, si nous devons en arriver là, nous utiliserons au maximum la période consacrée à la constitution des listes de services essentiels dans la santé et les services sociaux.

Blitz : rendez-vous manqué

Après avoir analysé l'évolution des discussions à toutes les tables, le Front commun conclut que le blitz annoncé par la présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, n'a pas donné les résultats escomptés. Toutefois, il appert qu'il reste encore de l'espace de négociation afin de tenter d'en arriver à des ententes négociées.



Les délégué-es des 4 fédérations CSN du secteur public ont fait le point, les 8 et 9 avril au Palais des congrès, à Montréal.

L'essentiel des discussions des derniers jours se sont déroulées aux différentes tables sectorielles. Toutes les organisations font face à des demandes de récupération de la part des comités patronaux de négociation qui souhaitent davantage sabrer dans les conditions de travail que d'apporter de véritables solutions. Cela est vrai tant dans la santé et les services sociaux qu'en éducation et dans la fonction publique. Les travaux avançant à des rythmes différents d'une table à l'autre, les organisations du Front commun ont réitéré leur volonté ferme de s'assurer qu'aucun groupe ne sera abandonné derrière et que le gouvernement ne pourra jamais nous jouer les uns contre les autres.



Table centrale

Du côté de la table centrale, les travaux portant sur les droits parentaux ont trouvé leur aboutissement, il ne reste plus qu'à formaliser les résultats dans le cadre d'une entente globale. Les discussions sur le régime de retraite sont très avancées et les enjeux parfaitement cernés. Nous espérons atteindre nos objectifs, notamment celui de revoir le mode de financement du régime et de stabiliser l'évolution des taux de cotisation. Les discussions devraient normalement reprendre sous peu.

Sur la question salariale, aucune discussion n'a eu lieu au cours des dernières semaines. Le gouvernement maintient toujours son intention de nous appauvrir, offrant moins de la moitié du taux d'inflation.

Par ailleurs, au cours du blitz, le gouvernement nous a déposé un texte sur l'organisation du travail et la réforme du régime de négociation. Globalement, le gouvernement semble chercher à mettre en place des balises gouvernant la réorganisation du travail aux paliers sectoriel et local. Au moment d'écrire ces lignes, nous avons plusieurs questions sans réponse, nous devons revenir dans un prochain Infonégo avec plus de détails.

Plan d'action et d'information

Les 8 et 9 avril, les délégué-es des quatre fédérations CSN du secteur public se sont réunis à Montréal pour faire le point sur les négociations et peaufiner le plan d'action et d'information du secteur public CSN. Nous avons convenu d'utiliser tous les moments à notre disposition pour mousser nos

négociations et faire connaître les enjeux. Ainsi, nous utiliserons les périodes de médiation et de définition des services essentiels dans la santé et des services sociaux comme autant de levier pour maintenir la mobilisation, entretenir notre rapport de force et nous faire entendre. Ce plan repose sur une mobilisation accrue pour obtenir des conventions collectives satisfaisantes. Nous inviterons les syndicats CSN à tenir une première série d'assemblées générales en mai, afin de débattre de l'usage de la grève et d'autres moyens de perturbation. Les fédérations feront le point à l'issue de cette première tournée afin de déterminer un mandat à soumettre aux assemblées générales lors d'une seconde tournée, à la rentrée.

Plusieurs activités de mobilisation locales et régionales sont à prévoir en avril, mai et juin. De plus, ce plan entend poursuivre la mobilisation durant l'été, une période normalement plus creuse en mobilisation dans le secteur public. Nous constituerons une banque de militantes et militants prêts à participer à une ou deux actions au cours de l'été. Si cela vous intéresse, demeurez à l'affût ! Au niveau des communications, des campagnes d'affichage et de publicité sont à prévoir. Des actions plus lourdes sont prévues dès la rentrée. Ce plan d'action sera harmonisé au maximum avec celui de nos alliés du Front commun. De plus, dans quelques semaines, une caravane CSN totalement inédite commencera à sillonner les régions du Québec pour soutenir les activités des syndicats CSN, rencontrer les gens et faire parler de nos négociations.



De gauche à droite : Francine Lévesque, présidente FSSS-CSN, Denis Marcoux, président FEESP-CSN, Jean Trudelle, président FNEEQ-CSN, Michel Tremblay, président FP-CSN, Guy Bilodeau, porte-parole CSN à la table centrale et Louis Roy, vice-président de la CSN.

Bref, pas question de baisser les bras devant les difficultés. Au contraire, les syndicats CSN, aux côtés de leurs alliés du Front commun, redoubleront d'ardeur pour obtenir des ententes négociées qui régleront les problèmes que nous vivons.